propos d'ordonner et déclarer, et sa dite Excellence, par, et avec l'avis, le consentement et l'aide susdite, *Par cette Présente, Ordonne et Déclare,*

Qu'il y aura une Cour Supérieure de Justice, ou Cour de Banc du Roi, établi dans cette province, qui siégera et tiendra des termes dans la ville de *Québec* deux fois par an, à savoir, Un qui commencera le vingt et un Janvier, appelé le terme d'*Hillaire*, et l'autre au vingt et un de *Juin*, appelé le terme de la *Trinité*.

Le Juge en Chef de sa Majesté préside dans cette Cour, avec pouvoir et autorité d'entendre et déterminer toutes les causes criminelles et civiles conformément aux Loix d'*Angleterre*, et aux Ordonnances de cette province; et de cette Cour on pourra appeller au Gouverneur et au Conseil, quand l'affaire en litige sera au dessus de la valeur de trois cens livres *Sterling*, et du Gouverneur et du Conseil on pourra appeller au Roi et au Conseil, quand l'affaire en litige sera de la valeur de cinq cens livres *Sterling* ou au dessus.

Dans toutes les affaires jugées par devant cette Cour, tous les sujets de sa Majesté dans cette colonie seront admis, sans distinction, à être des Jurés.

Et le Juge en Chef de sa Majesté, une fois l'an, à l'issue de terme d'*Hillaire*, tiendra une Cour d'Assise, et pour liberer les prisons en général, dans les villes de *Montréal* et de *Trois Rivières*, à fin de distribuer la justice avec plus de facilité et de commodité aux sujets de Sa Majesté dans les endroits les plus reculés de la province.

Et comme il paroît nécessaire et commode, qu'il y ait une Cour de Justice inférieure, ou de Plaidoyers Communs, *Il est en outre Ordonné et Déclaré, par l'autorité susdite*, Qu'une Cour de Justice inférieure, ou de Plaidoyers Communs, est par la présente établi, avec pouvoir et autorité de décider sur toutes les causes de propriété, dont la valeur sera au dessus de dix livres, avec permission aux parties d'en appeller à la Cour Supérieure, ou Cour du Banc du Roi, quand l'affaire en litige sera de la valeur de vingt livres et au dessus.

Tous les procès dans cette Cour seront par Jurés, si une ou l'autre des parties le demande. Elle siégera et tiendra deux termes par an dans la ville de *Québec*, en même tems que la Cour Supérieure, ou Cour du Banc du Roi. Quand l'affaire en litige dans cette Cour sera au dessus de la valeur de trois cens livres *Sterling*, il sera libre aux parties, si elles le jugent à propos, d'en appeller immédiatement au Gouverneur et au Conseil, et du Gouverneur et du Conseil on pourra appeller au Roi et au Conseil, quand l'affaire en litige sera de la valeur de cinq cens livres *Sterling* ou au dessus.

Les Juges de cette Cour décideront selon l'équité, ayant égard pourtant aux Loix d'*Angleterre*, autant que les circonstances et la situation des choses à présent pourront le permettre, jusques à ce que le Gouverneur et le Conseil puissent établir des Ordonnances conformes aux Loix d'*Angleterre*, pour l'instruction du peuple.

Les loix et coutumes *Françoises* seront reçûes et admises dans toutes les causes pardevant cette Cour entre les nâtifs de la province, si la cause de l'action a été muë avant le premier d'*Octobre* mil sept cens soixante et quatre.

La première procédure de cette Cour sera par voye de prise de corps.

Une exécution sera accordée contre le corps, les terres et les effets du Défendeur.

Les Avocats, Procureurs *Canadiens*, &c. pourront exercer leurs charges dans cette Cour.

Et comme il paroît très nécessaire pour l'aisance, la commodité et le bonheur des fideles sujets de sa Majesté, qu'on établisse des Juges de Paix dans les districts respectifs de cette province, avec pouvoir de décider d'une manière sommaire sur les affaires de propriété de petite valeur; pour ces causes, *Il est en outre Ordonné et Déclaré, par l'autorité susdite*, et par la présente plein pouvoir est donné et accordé à aucun des Juges de Paix de sa Majesté dans leurs districts respectifs, d'entendre et décider finalement toutes les causes ou affaires de propriété, dont la valeur n'ira pas au delà de cinq livres argent courant de *Québec*, et à deux Juges de Paix dans leurs districts respectifs, d'entendre et décider finalement toutes les causes ou affaires de propriété, dont la valeur n'ira pas au delà de dix livres argent courant, desquelles décisions étant